

Le Maroc à l'aune de la crise de la Covid-19 : Impacts socioéconomiques, scénarios et mesures d'endiguement

Morocco in the light of the Covid-19 crisis: Socio-economic impacts, scenarios and containment measures

Auteur 1 : LAFREM Mouna

Auteur 2 : LAHSINI Sarah

Auteur 3 : ZAHER Badr

LAFREM Mouna

Doctorante-chercheuse, Université Hassan II,
Economie et Gestion, Maroc,
mounalafrem@gmail.com

LAHSINI Sarah

Doctorante-chercheuse, Université Ibn Tofail,
Sciences Economiques et Politiques Publiques, Maroc,
sarah.lahsini@gmail.com

ZAHER Badr

Docteur en Droit des Affaires,
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Maroc,
Zaherbadr@gmail.com

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : LAFREM .M , LAHSINI .S & ZAHER .B (2021), « Le Maroc à l'aune de la crise de la Covid-19 : Impacts socioéconomiques, scénarios et mesures d'endiguement », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 4 » pp: 323 - 350.

Date de soumission : Janvier 2021

Date de publication : Mars 2021

DOI : 10.5281/zenodo.5638307



Copyright © 2021 – ASJ



Résumé :

Dans ce papier, nous mettons en lumière les répercussions socio-économiques de la crise de la Covid-19 au Maroc. Nous abordons également l'impact social de la sécheresse menaçant l'emploi de milliers de personnes dans le secteur agricole. Dans le même contexte nous consacrons une partie de notre travail à l'appréciation des mesures prises par le gouvernement pour faire face aux impacts sociaux de la pandémie, et aux actions de solidarité menées par la société civile pour assister les personnes touchées par cette crise. Nous présentons également une recension des grands scénarios élaborés par les experts et analystes sur le sujet et nous proposons des mécanismes pour organiser la sortie de l'économie marocaine de la récession causée par cette crise. Nous adoptons pour cela une méthodologie de recherche en double phase : une première phase exploratoire et une deuxième phase d'élaboration des recommandations par le biais du recueil et de l'analyse de données quantitatives et qualitatives secondaires. Ainsi, nous constatons que la crise économique engendrée par la Covid-19 ne fait que commencer.

Mots clés : Maroc, Covid-19, récession, scénarios, mesures.

Abstract

In this paper, we shed light on the economic and social impacts of the Covid-19 crisis in Morocco. We also discuss the social impact of the drought threatening the employment of thousands of people in the agricultural sector. In the same context, we devote part of our work to appreciating the measures taken by the government to face the social impacts of the pandemic, and the solidarity actions taken by civil society to assist those affected by this crisis. We also present a review of the main scenarios developed by experts and analysts on the subject and we suggest the mechanisms to revive the Moroccan economy. To do so, we adopt a two-phase research methodology: a first exploratory phase and the second phase of elaboration of recommendations through the collection and analysis of quantitative and qualitative data. Thus, we observe that the economic crisis generated by Covid-19 is just beginning.

Keywords: Morocco, Covid-19, recession, scenarios, measures.

I. Introduction

“The pandemic presents tough choices. National and regional governments, local communities, health and school systems, as well as families and businesses are being forced to take many difficult decisions” (Committee for the Coordination of Statistical Activities, 2020).

1. Contexte:

L'avènement de la crise pandémique de 2020 a donné naissance à la consternation d'une multitude d'économies mondiales. Au fur et à mesure que le temps passe, les retombées économiques et financières se pullulent et s'accroissent malgré les efforts colossaux déployés par les différents gouvernements pour absorber le choc induit par la pandémie. S'agissant de la croissance mondiale, le Fonds Monétaire International estime qu'elle connaîtrait sa plus forte rétraction depuis la crise financière des « Subprimes ». Une croissance économique mondiale qui pourrait ne pas se rétablir qu'avec l'engagement de campagnes de vaccination massives et efficaces dans tous les pays touchés. Or tous les pays ne sont pas égaux face à la vaccination (coût du vaccin, culture du pays...), ce qui pourrait exacerber la récession à l'échelle planétaire enregistrant ainsi une chute historique du Produit Intérieur Brut. Considérant l'ouverture du Maroc sur le reste du monde notamment l'Union Européenne, des signes de récession de l'économie nationale s'enregistrent sur le court terme et pourraient s'aggraver à moyen et long terme. Gérer la pandémie et ses effets, notamment économiques, a ses propres impératifs. Dans cette perspective nous mettons en exergue les répercussions de cette crise sur l'économie nationale, particulièrement sur les plans macroéconomique, sectoriel et des relations économiques internationales. En outre, nous essayons de mettre en lumière l'impact social de cette crise à la suite de l'instauration de l'état d'urgence sanitaire et du confinement général (le premier confinement général a eu lieu le 20 mars 2020, le Maroc est actuellement sous couvre-feu pour endiguer de plus en plus la pandémie. Les résultats de cet endiguement se font déjà sentir puisque les chiffres sont en baisse. Le pays est passé de milliers à des centaines de cas par jour) et qui est à l'origine de la fermeture de plusieurs milliers d'entreprises dont une majorité ont cessé de payer leurs salariés. Ceci a engendré également la perte de revenu de plus de quatre millions de personnes travaillant pour leurs comptes notamment dans le secteur informel. Nous abordons également l'impact social de la sécheresse menaçant l'emploi de milliers de personnes dans le secteur agricole. Dans le même contexte nous consacrons une partie de notre travail à l'appréciation des mesures prises par le gouvernement pour faire face

aux impacts sociaux de la pandémie, et aux actions de solidarité menées par la société civile pour assister les personnes touchées par cette crise.

2. Problématique et hypothèses :

Notre papier vise dans un premier temps à mettre en avant les principales retombées socioéconomiques de la crise de la Covid-19 au niveau national et international ; dans un deuxième temps à présenter une recension des grands scénarios élaborés par les experts et analystes sur le sujet et ; dans un troisième temps à proposer les mécanismes que nous préconisons pour organiser la sortie de l'économie marocaine de la récession causée par cette crise.

Ainsi nous posons la problématique suivante : **Comment la crise de la covid-19 pourrait constituer un catalyseur pour relancer la croissance économique et sociale du Royaume ?**

De cette problématique découle une hypothèse principale et trois sous-hypothèses :

- Hypothèse principale : La covid-19 a un impact sur la croissance économique et sociale du Royaume
- Sous-hypothèses :
 - H1 : La pandémie de la covid-19 a un impact sur différents secteurs d'activités ;
 - H2 : La pandémie a un impact sur les relations économiques internationales du Maroc ;
 - H3 : La pandémie a un impact social et sociétal sur l'ensemble des composants de la société marocaine.

II. Méthodologie

Pour répondre à notre problématique, une méthodologie de recueil et d'analyse des données quantitatives et qualitatives secondaires a été élaborée. L'étude s'est déroulée en deux phases : une phase exploratoire qui consiste en la collecte et l'analyse des références bibliographiques tels que les articles, les rapports établis par des organismes nationaux et internationaux ainsi que quelques ouvrages sur le sujet y afférent. L'approche de notre étude consiste à décrire, expliquer, analyser et synthétiser les liens et les causalités entre les différentes variables (secteurs d'activités, relations économiques internationales, comportements sociaux, etc.). Pour compléter la phase exploratoire et avoir une meilleure visibilité de la situation épidémiologique, il aurait fallu recenser les grands scénarii élaborés par les experts et analystes qui proposent des grilles de lecture des événements relatifs à la pandémie. L'objet de cette phase étant de prime abord, d'apporter un éclairage sur la situation en question et de dresser en second lieu, un

diagnostic clair, pertinent et rigoureux de la situation socio-économique tant au niveau national qu'international. La deuxième phase étant de proposer des mécanismes de sortie de crise, des mécanismes répondant aux volets économique, financier, social et sociétal.

III. Retombées socioéconomiques de la Covid-19 au Maroc

Dès la propagation de la pandémie liée à la Covid-19, la plupart des gouvernements se sont précipités vers l'instauration de mesures draconiennes dans le but d'enrayer la dissémination rapide du virus. De son côté, le Royaume du Maroc -sous l'égide de sa Majesté le ROI Mohammed VI- a su se démarquer, au début de la pandémie, au niveau régional comme au niveau international, par une gestion proactive de la pandémie. Toutefois, cette dernière a durement frappé son tissu économique. Un grand nombre de firmes ont cessé temporairement ou définitivement leurs activités, des milliers d'emploi ont été perdus et des ménages à faible revenu se sont retrouvés sous le seuil de la pauvreté. Une analyse des répercussions socioéconomiques s'est avérée inéluctable notamment sur les plans macroéconomique, sectoriel, social et sociétal et en dernier lieu sur le plan des relations économiques internationales. Quoique l'année 2021 augure de perspectives optimistes quant à la réserve d'eau stockée (à peu près 7,19 milliards de mètre cube selon les données du Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, le déploiement du vaccin AstraZeneca et la relance graduelle de l'économie marocaine(Direction des Etudes et des Prévisions Financières, Janvier 2021).

1. Retombées macroéconomiques

L'année 2020 a été marquée par l'apparition d'un nouveau virus (SARS-CoV-2) qui a donné naissance à une crise sans précédent. Une crise pandémique ayant freiné l'activité économique et produit des effets pernicieux dans les quatre coins du globe. Les indicateurs économiques nécessaires à l'analyse et l'anticipation des changements de tendance économique et financière ont chuté d'une manière assez drastique dans un laps de temps restreint dans le monde mais également au Maroc. S'agissant de la croissance mondiale, le FMI avait estimé qu'elle connaîtrait une contraction avoisinant les 3,5% en 2020 et un rebondissement de +5,5% en 2021(Fonds Monétaire International 2021) contre (+2,9%) en 2019, une nette amélioration due à la disponibilité des vaccins et à la prise de mesures de soutien budgétaire supplémentaires notamment aux Etats Unis et au Japon (Fonds Monétaire International 2021). Selon la même source, les Etats Unis d'Amérique verraient leur économie, grâce à un plan de soutien économique et un plan de sauvetage potentiel, rebondir à 5,1% en 2021 contre un rétrécissement

de 8% une année auparavant. Quant à la zone euro, le FMI avait prévu en 2020 que son PIB connaîtrait une baisse de 10,2%. Alors qu'en 2021, l'institution financière présage un retard de 4,2% de croissance. Concernant la Chine, elle a enregistré 2,3% de croissance en 2020 laissant derrière elle la performance réalisée en 2019 avec 6,1% et 8,1% de croissance prévue en 2021. Après avoir enregistré une croissance de l'ordre de 2,5% en 2019 (Haut Commissariat au Plan, 2019) grâce à des avancées majeures dans les grands chantiers entrepris et ce malgré une année agricole en recul, et une régression notoire de son économie qui est de 5,5% au quatrième trimestre 2020 (Haut-Commissariat au Plan 2021), les chiffres prévus par les institutions nationales et internationales, demeurent insatisfaisants surtout en cette période de pandémie et son impact négatif sur l'économie nationale. Ce faisant, l'ensemble des indicateurs macroéconomiques cités ci-dessous ont connu une régression avec :

- le ralentissement de la croissance économique : en 2020, la banque mondiale avait prévu une décre du PIB réel de 6,3 % et une reprise estimée à 3,4% en 2021 (Banque Mondiale 2020c)
- la perte massive de milliers d'emplois : un taux de chômage de 12,3% au deuxième trimestre 2020 et de 12,7% au troisième trimestre de la même année (Haut-Commissariat au Plan 2020e, 41) contre 8,1% et 9,4% enregistrés respectivement durant la même période en 2019 (Haut Commissariat au Plan, 2020) ;
- la dégradation du niveau de vie : ralentissement de la hausse des prix à la consommation de +0,8% à fin Octobre 2020 (Direction des Etudes et des Prévisions Financières 2020b) principalement pour les personnes travaillant dans l'informel et celles ayant des revenus bas (près de six millions de ménages ont pu profiter de l'aide financière publique variant en fonction du nombre de ménage) ;
- le creusement du déficit budgétaire de plus de 6% du PIB en 2020 (United Nations Development Programme, United Nations Economic Commission for Africa, et World Bank, 2020) et de celui du compte courant qui connaîtrait une diminution annuelle estimée à 20% (le solde se creuserait pour atteindre plus de 7% pendant l'année 2020).

Le secteur privé a également vu ses entreprises (principalement les TPE¹ et les auto-entrepreneurs (90%)), se heurter à une incapacité de faire face à cette crise. De surcroît, l'Etat, en tant qu'acteur de développement et assureur en période de crise, pourrait recourir à un

¹ Très Petite entreprise.

emprunt massif². Cette décision pourrait augmenter de façon vertigineuse le service de la dette et hypothéquer l'avenir des progénitures futures. Aussi, des mesures fiscales salutaires ont été entreprises dans ce cadre, quoi que, un long chemin reste à parcourir pour réduire au maximum les niches fiscales peu créatrices d'emploi et de croissance.

2. Principaux secteurs touchés par la crise

Des secteurs vitaux dans l'économie nationale ont subi les méandres de la crise surtout en période de confinement, il s'agit notamment du tourisme et des activités connexes ainsi que du transport (principalement aérien), du commerce, du textile et des industries mécanique, métallurgique et électrique mais dans une moindre mesure (Direction du Trésor et des Finances Extérieures, 2020). En dépit des redoutables effets de ladite pandémie, certains secteurs d'activités ont contribué pleinement à la création de richesse, à la rescousse et au soutien de l'économie nationale.



La forte dépendance du Maroc de ce secteur névralgique-tributaire lui-même des aléas climatiques- ne laisse pas le Royaume saisir l'opportunité d'arborer d'autres secteurs qui pourraient être le fer de lance de son économie.

Il s'agit principalement de l'industrie chimique, l'industrie agroalimentaire, le secteur des télécommunications, les services financiers et l'industrie extractive (Direction du Trésor et des Finances Extérieures, 2020). Le secteur informel en a été profondément touché, toujours est-il difficile de mesurer son impact. Indépendamment des activités secondaire et tertiaire (enregistrant une baisse de sa valeur ajoutée de 11,5%), le secteur agricole³ a enregistré au cours de l'année 2020 un déficit pluviométrique significatif, sa valeur ajoutée se serait établie à -6,1% au deuxième trimestre suite à la sécheresse (Haut Commissariat au Plan, Système des Nations Unies et Banque Mondiale, 2020).

² Recours à un déplafonnement de la dette extérieure de l'ordre de 31Mds.

³Le secteur agricole contribue à hauteur de 14% au produit intérieur brut quant au tourisme et à l'industrie.

Les indicateurs permettant d'analyser plus ou moins l'impact de la crise sur les différents secteurs d'activités sont cités ci-après :

2.1. Production céréalière en décline

Malgré une récolte céréalière annuelle très peu satisfaisante, enregistrant *trente millions de quintaux* en retrait de 42% par rapport à la campagne précédente (Direction des Etudes et des Prévisions Financières, 2020) et un taux de remplissage des barrages avoisinant les 50%, le secteur agricole a montré sa résilience face à cette crise continuant ainsi, à approvisionner l'ensemble des marchés du Royaume avec plus ou moins le même rythme en produits et ceci dans le but de satisfaire les besoins des consommateurs devenus de plus en plus méfiants quant à leur approvisionnement en quantités suffisantes et prix adéquats.

2.2. Nombre d'heures perdues par secteur d'activités

Le taux de chômage⁴, à lui seul, n'est pas un critère déterminant pour mesurer les dégâts de la crise (Haut Commissariat au Plan, 2020, Organisation Internationale du Travail, 2020). Il suffit de voir le nombre d'heures perdues en période de confinement pour réaliser à quel point il affecte la productivité. Par conséquent, selon le Haut-Commissariat au Plan, **265 millions d'heures de travail** par semaine ont été perdues par rapport au deuxième trimestre de 2019, ce qui équivaut à 5,5 millions d'emplois à temps plein⁵.

2.3. Affaiblissement de la valeur ajoutée de certains secteurs d'activités

Durant le premier trimestre 2020 (Haut Commissariat au Plan, 2020), les valeurs ajoutées des différents secteurs d'activités ont réalisé une baisse importante notamment dans le secteur primaire mais également dans le secteur tertiaire et dans une moindre mesure dans le secteur secondaire. De ce fait, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume, corrigée des variations saisonnières, a enregistré une baisse de 4% en volume au cours du premier trimestre de l'année 2020, au lieu de 3,4% réalisée durant la même période en 2019. Cette évolution s'explique par une année agricole déficitaire enregistrant ainsi un glissement de 5% au lieu de 5,9% une année auparavant. De son côté, la valeur ajoutée du secteur secondaire, en volume, a connu une nette dégradation de son taux d'accroissement passant de 4,7% le même trimestre de l'année précédente à 0,2% en 2020. La valeur ajoutée du secteur tertiaire, de sa part, a enregistré un ralentissement de son taux d'accroissement passant de 3,7% le même trimestre de l'année

⁴ Il est passé de 12,3 % (deuxième trimestre) à 12,7% (troisième trimestre) au niveau national, de 15,6% (deuxième trimestre) à 16,5% (troisième trimestre) en milieu urbain et de 7,2% (deuxième trimestre) à 6,8% en milieu rural (troisième trimestre).

⁵ En considérant qu'une semaine de travail à temps plein correspond à 48 heures.

précédente à 1,2%. Ce ralentissement est dû essentiellement à la baisse des valeurs ajoutées des hôtels et des restaurants, des transports et du commerce. La crise sanitaire continue toujours à fustiger certains secteurs d'activités et par ricochet l'économie nationale.

2.4. Nombre de postes perdus par secteur d'activités

La perte d'emploi pourrait être dévastatrice non seulement pour le salarié qui cherche à subvenir à ses besoins mais également pour l'entreprise qui est en quête de profit. Cette pandémie a fait perdre à l'économie marocaine 589.000 postes d'emploi (Haut Commissariat au Plan, 2020) dont 520.000 postes en milieu rural et 69.000 en milieu urbain. Entre le deuxième trimestre de 2019 et la même période en 2020 (Haut Commissariat au Plan, 2020), le secteur de l'agriculture et pêche, a perdu 477.000 postes contre une perte annuelle moyenne de 90.000 postes entre les deuxièmes trimestres des trois années précédentes. Quant au secteur de l'industrie (y compris l'artisanat), il a perdu 69.000 postes d'emploi pendant le deuxième trimestre 2020, 37.000 en milieu urbain et 32.000 en milieu rural (Haut Commissariat au Plan, 2020). Le secteur du BTP a perdu, à son tour, 9.000 postes d'emploi contre une perte moyenne annuelle de 27.000 postes entre les deuxièmes trimestres des trois années précédentes. Selon la même source, les entreprises opérant dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie ont été obligées de renoncer à 30.000 postes d'emploi qui auraient permis de hisser davantage le secteur. Ces entreprises ont enregistré une baisse de 238 millions d'heures de travail par semaine au deuxième trimestre 2020 par rapport à 109 millions d'heures de travail par semaine à la même période de l'année précédente (Haut Commissariat au Plan, 2020).

Représentant 11% du PIB, le secteur du tourisme a connu un fléchissement notoire (moins de 63% des arrivées touristiques (Direction des Etudes et des Prévisions Financières, 2020), par rapport à la même période de l'année passée, sous l'effet de la fermeture des frontières (maritimes, terrestres et aériennes) et de la restriction des mobilités. La Confédération Nationale du Tourisme prévoit une perte de devises estimée à 138 milliards de dirhams sur 3 ans, ce qui pourrait avoir des contrecoups assez forts sur les trésoreries des entreprises opérant dans ledit secteur (Haut Commissariat au Plan, Système des Nations Unies, et Banque Mondiale, 2020). De son côté, la Fédération Nationale des Bâtiments et Travaux Publics a confirmé la chute de plus de 75% pour le bâtiment et de plus de 60% pour les travaux publics pour les mois de février et de mars 2020 en comparaison à ceux de la même période en 2019. Notons que 35 millions d'heures de travail ont été perdues par semaine par rapport au deuxième trimestre 2019 ce qui a eu des répercussions négatives sur toute la chaîne. Les entreprises opérant dans ce secteur ont été dans l'incapacité de régler leurs fournisseurs et sous-traitants, d'assurer le règlement des

salariés, de respecter les délais d'exécution contractuels et finalement de supporter les pénalités de retard. Aussi faut-il rappeler qu'une multitude de mesures économiques, financières, fiscales et administratives a été mise en œuvre par l'Etat pour secourir les secteurs d'activités les plus impactés par les effets indésirables de la pandémie. Quoique ces mesures demeurent insuffisantes pour atteindre les objectifs escomptés, d'où la nécessité pour le Royaume de redéfinir sa vision quant aux principaux secteurs d'activités pourvoyeurs d'emploi et créateurs de valeur.

3. Impact sur les relations économiques internationales du Maroc

Les relations économiques internationales étaient tendues bien avant l'avènement de la crise pandémique actuelle, à cause du nombre ascendant de conflits dans le monde et de la guerre économique et commerciale à laquelle se livrent les Etats-Unis et la Chine. Cette détérioration s'est accentuée avec l'arrivée de la pandémie liée à la Covid-19⁶. Pourrions-nous dire que le monde est en train de vivre une nouvelle dynamique des relations économiques internationales ? Quatre points sont à analyser pour répondre à ce questionnement qui inquiète non seulement les chercheurs mais également les nations dont le Royaume du Maroc.

3.1. Détérioration des relations sino-américaines

Les relations sino-américaines ne cessent de préoccuper le monde entier. Les deux antagonistes adoptent des visions voire des bases philosophiques différentes tout aussi hétéroclites que leurs antécédents culturels et politiques. Ainsi, les Etats-Unis se voient comme étant une superpuissance dans les domaines économique, militaire et technologique alors que la Chine⁷ s'affirme comme étant une puissance de négociation exceptionnelle surtout dans le domaine économique et stratégique. **Toutefois, le monde dans lequel nous vivons est un monde globalisé où il est difficile de voir un G2 dans l'échiquier géostratégique mondial.** Plus encore, un G2 sino-américain qui pourrait gérer les affaires du monde demeure chimérique vu que la relation sino-américaine est faite de coopération mais également de rivalités (BONIFACE, 2020). La guerre commerciale née de la tension entre les Etats-Unis et la Chine menace non seulement la croissance des deux premières économies mondiales mais également celle du reste du monde. Depuis l'éclatement de la pandémie, la demande extérieure chinoise a

⁶ Cette crise épidémiologique a montré l'incapacité économique des nations et leur impuissance devant la turbulence causée par le virus en un temps record.

⁷ Dans un article paru dans le "Foreign affairs" en janvier/février 2019, Oriana Skylar Mastro appelle la Chine, la superpuissance furtive "The Stealth superpower".

connu une baisse abyssale enregistrant ainsi 6,8% pendant le premier trimestre mais a commencé à se redresser au deuxième trimestre enregistrant une hausse de 3,2% du PIB. Cette amélioration demeure momentanée puisque de nouveaux clusters épidémiques ont fait leur apparition en août 2020 et de nouveaux variants du virus sont apparus. Une situation qui pourrait replonger les économies du reste du monde ainsi que l'économie chinoise dans une léthargie économique sans précédent surtout qu'il existe bel et bien une interconnexion économique et commerciale entre plusieurs intermédiaires et pays. En outre, dans le cadre de l'accord commercial signé en janvier 2020 entre la Chine et les Etats-Unis, ces derniers n'ont encaissé en fin juin de l'année 2020 que 46% des achats⁸ attendus à cause de la pandémie due au coronavirus, selon des données recueillies par le Peterson Institute for International Economics (PIIE).

3.2. Interdépendance économique entre pays

Le commerce international figure parmi les secteurs les plus touchés par les répercussions de la crise sanitaire. Ainsi, des pays qui entretenaient des relations commerciales et économiques avec la Chine ont vu leurs entreprises (notamment les petites et moyennes entreprises) fermer leurs portes à cause de la baisse significative de la production, du nombre extravagant des stocks non écoulés, des chaînes d'approvisionnement devenues de plus en plus instables et des retards de paiement et de livraison. Les Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCE) présents dans la zone Asie-Pacifique ont élaboré une enquête⁹ qui a permis de recueillir des données chiffrées en temps réel en pleine crise de la Covid-19. Notons que l'économie sud-coréenne s'est rétractée au deuxième trimestre 2020 de 2,9% (KIM et ROH, 2020), à cause d'une chute de 16,6% des exportations qui représentent près de 40% de l'économie. Le Singapour a vu également son économie se contracter au premier et deuxième trimestre 2020 enregistrant respectivement 2,2% et 12,6% (AEAVINDAN et GEDDIE, 2020). Après la paralysie des échanges mondiaux sous l'effet de la pandémie, les deux économies asiatiques ont vu leur croissance économique chuter surtout qu'elles sont fortement tributaires de la Chine. Rappelons que la Chine, avec son projet de nouvelles routes de la soie annoncé en 2014, compte relier l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Une stratégie bien réfléchie pour sécuriser ses approvisionnements et favoriser ses exportations.

⁸ Automobiles, machines industrielles, métaux, céréales, cotons, viande, pétrole, services financiers...

⁹ Enquête élaborée sur les répercussions directes de la Covid-19 sur l'activité économique des entreprises françaises en Asie et en France.

3.3. Entre ordre et désordre économique mondial

Avec cette crise, l'économie mondiale s'est mise à s'effriter petit à petit laissant des séquelles du libéralisme politique et économique qui a longtemps envahi le monde. Littéralement, les Etats-Unis, pays considéré comme le phare du libéralisme de marché, pensent qu'aucune nation ne pourrait les rivaliser. Néanmoins, les prémisses antérieures à cette crise épidémiologique montrent que les Etats-Unis sont ardemment concurrencés par la Chine qui est devenue au fil des années, l'usine du monde. Notons que les déboires de la mondialisation et du système libéral en plus de la pandémie, ont tous contribué à plonger le monde entier dans une récession économique mondiale avec la banqueroute d'innombrables petites et moyennes entreprises à travers le monde, entraînant la non stabilité des chaînes d'approvisionnement mondial, le retard de livraison et de paiement et l'apparition de chômage partiel. De ce fait, plusieurs grandes enseignes préconisent de relocaliser leurs productions dans d'autres pays tels que l'Europe Centrale et celle de l'Est (petite Chine d'Europe).

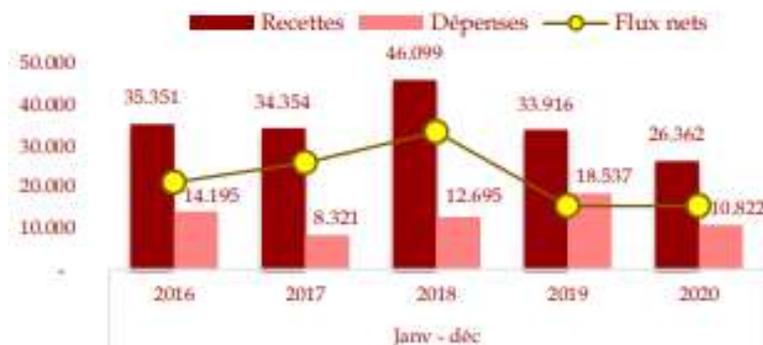
3.4. Relations économiques du Maroc avec le reste du monde

Durant ces dernières décennies, le Maroc a fait une avancée spectaculaire en matière de coopération internationale, il a su s'imposer comme partenaire stratégique de nombreux pays. Malgré tout, ladite pandémie a basculé l'économie mondiale dans un gouffre dont il est difficile de sortir sans la coopération active de tous les pays du monde. La crise pourrait être une véritable aubaine pour les pays en développement à l'instar du Maroc, pour contribuer tous à la refonte du nouvel ordre mondial en termes de commerce international¹⁰. Selon les projections de croissance établies par le Fonds Monétaire International en Avril 2020, l'Union européenne connaîtrait une détérioration de sa croissance qui enregistrerait moins de 10,2% avec moins de 12,8% pour celle de l'Espagne et de l'Italie et moins de 12,5% pour l'économie française. Ainsi, l'économie marocaine qui reste fortement dépendante de l'Union Européenne verrait ses relations commerciales et économiques se dégrader notamment avec ses principaux partenaires stratégiques. De plus, le flux net des investissements directs étrangers (IDE) a réalisé une baisse importante de 7,2% durant le premier semestre de l'année 2020. Autrement dit, il a enregistré seulement 8.338 MDH contre 8.982 MDH un an auparavant. Les recettes des IDE ont chuté de 22,2% et les dépenses de 39,7% (Office des Changes, 2020).

¹⁰ Selon l'Organisation Mondiale du Commerce, le commerce international devrait enregistrer un affaissement compris entre 13% et 32% en 2020.

Ainsi, l'année 2020 a enregistré une quasi-stabilité du flux net des Investissements Directs Étrangers (IDE) atteignant 15.540MDH contre 15.379MDH un an auparavant, soit +161MDH. Ce résultat s'explique par une baisse des dépenses des IDE de 41,6% (10.822MDH contre 18.537MDH), conjuguée à la baisse des recettes -22,3%(Office des Changes 2020b). La baisse des recettes des IDE et des dépenses due essentiellement à la crise pandémique, sont les principaux facteurs ayant induit à la dépréciation du flux net des IDE.

Figure 1 : Evolution des Investissements Directs Etrangers au Maroc



Source : Office des changes (Janv.-Déc 2020)

4. Impact social et sociétal

La pandémie a un impact social et sociétal sur l'ensemble des composants de la société marocaine. Cet impact est engendré par l'instauration de l'état d'urgence sanitaire et du confinement général qui sont à l'origine de la fermeture de plusieurs milliers d'entreprises, dont la plupart ont cessé de payer leurs salariés. Ceci a généré la perte de revenu de plus de quatre millions de personnes travaillant pour leur compte dans le secteur informel¹¹. A cela, s'ajoute d'autres millions d'agriculteurs sinistrés par la forte vague de sécheresse frappant le Royaume depuis le début de l'année, ce qui a augmenté la précarité des populations dans le milieu rural et a augmenté les écarts entre le monde rural et urbain. Selon certaines statistiques, environ trois cents milles marocains devraient sombrer dans la pauvreté et près de dix millions peuvent devenir pauvres ou risquent de tomber dans la pauvreté (MANYANI, 2020) notamment dans le milieu rural. Pis encore, certaines études prévoient une augmentation spectaculaire du taux de chômage et par conséquent de celui de la vulnérabilité et de la pauvreté pour atteindre les 27% durant l'urgence sanitaire (BRIBICH, 2020). Par conséquent, la société marocaine se

¹¹ Perte d'emploi et de revenus sans savoir à quel moment ils pourraient être rétablis.

trouve devant un défi inédit, interrogeant sa capacité de résistance, ses valeurs ainsi que ses modes d'action durant les crises.

Le choc produit par l'annonce de l'état d'urgence sanitaire et l'instauration du confinement général a divisé la société marocaine en deux clans, l'un appelant à la mobilisation générale, à la solidarité et au respect des mesures prises par les autorités pour faire face à cette pandémie, l'autre niant l'existence même de cette dernière et adhérant à l'idée du complot. Ce comportement est totalement compréhensible dans la mesure où la société marocaine moderne n'a pas vécu d'épreuves pareilles. C'est la toute première fois depuis la seconde guerre mondiale qu'un état d'urgence est installé, avec une mobilisation en masse des forces de l'ordre pour garantir le respect du confinement général. Il fallut donc du temps à l'ensemble de la société pour admettre ce choc, avec les changements du comportement social qui en découlent et qui sont dus à un nouvel ordre imposé par les mesures sanitaires.

La pluralité des formes de solidarité institutionnelle, et le déclin de la solidarité familiale sont les plus importants constats que nous pouvons ressortir de l'observation des comportements de solidarité durant la période de la crise.

La perte de revenu et l'isolement chez soi étaient les plus grands maux auxquels les marocains devaient faire face durant plusieurs mois. Cette situation était derrière un nombre considérable de comportement fâcheux, tels que les disputes familiales, les divorces et la violence conjugale, à côté de

l'augmentation des cas de dépressions et de suicides. Pour y faire face, le Monarque a lancé un appel pour la création d'un fond de solidarité dans le but d'assurer un minimum de revenu aux personnes les plus vulnérables (notamment celles travaillant dans les secteurs informels et agricoles) et aux salariés travaillant dans certaines entreprises (les caisses sociales se sont chargées de leur verser un revenu minimum pour subsister durant la période du confinement). A cela s'ajoutent les efforts de la société civile, particulièrement en matière de sensibilisation, d'assistance sociale et psychique et des aides réelles dans les périmètres urbains et ruraux. Cette pandémie n'a fait qu'accroître l'élan de la solidarité au Maroc qui s'est traduit également par la mobilisation de la jeunesse marocaine dans les quartiers populaires. Dans ce sens, l'actuelle crise nous a dévoilé le vrai visage de notre société, ses points forts, ainsi que ses faiblesses, et nous a poussé à nous interroger sur l'avenir de l'organisation sociétale et sur le référentiel des

valeurs que nous devons adopter. Certes, la solidarité familiale a joué un rôle primordial pour aider certaines personnes à surmonter les impacts de la crise (notamment financier et économique), mais nous ne pouvons imaginer une résilience à la pandémie sans l'implication des institutions étatiques, des sociétés privées et surtout de la société civile.

Cette crise demeure un accélérateur de la transition sociétale d'un modèle traditionnel articulé sur la notion de la famille élargie et solidaire, vers un nouveau modèle articulé sur le ménage, la famille nucléaire, et la famille monoparentale, favorisant les intérêts des individus sur ceux du groupe (Démographie marocaine, 2005). A cet accélérateur s'ajoute la transition démographique, le développement des moyens de communication et de scolarisation (Démographie marocaine, 2005), le passage de la grande maison à l'appartement, et l'urbanisation, qui demeurent à leur tour des facteurs accélérateurs de la mutation sociétale et de la décomposition du modèle hiérarchisé et patriarcal, élargi et solidaire, en faveur d'un modèle nucléaire, individualiste et parfois isolé (Démographie marocaine, 2005).

Dans l'avenir, les familles marocaines seront amenées à fonder les liens sociaux sur de nouvelles valeurs. Les institutions publiques, les associations et les organisations non gouvernementales (ONG) joueront un rôle primordial. La solidarité prendra d'autres formes, elle ne sera plus fondée uniquement sur les valeurs familiales mais sur la responsabilité de l'Etat et de la société civile. La responsabilité sera partagée. Cette crise exigera également à l'Etat de repenser ses stratégies en matière de prévoyance sociale, selon une approche participative regroupant les institutions publiques, les entreprises privées, et les ONG, tout en accordant une attention particulière à la définition des besoins en ressources humaines, notamment en matière de santé et d'assistance sociale.

IV. Recension des différents scénarios émis par les experts

Bien que le contexte de la crise du nouveau coronavirus soit marqué par l'incertitude, les experts nationaux et internationaux ont élaboré un certain nombre de scénarios tout en restant prudents quant à leur exhaustivité. La synthèse des scénarios exposés ci-après reflète par conséquent la vision des experts, qui proposent des grilles de lecture des événements et explorent le champ des possibles. Ces scénarios sont généralement à court et moyen termes.

1. Scénarios au niveau international

1.1. Le plus optimiste

Grâce à une forte coordination des Etats¹² sur les politiques monétaires, l'accès aux ressources scientifiques et l'encouragement des capacités de production des tests et des vaccins, l'effondrement de l'économie mondiale est évité. Les tests sont massifs et les vaccins sont produits en quantité suffisante et distribués de manière équitable sur tous les continents. Les pays émergents et ceux en développement en bénéficient également. Des ponts aériens ou maritimes sont mis en place pour approvisionner les régions qui ne peuvent pas être autosuffisantes et dont les importations ont été suspendues à la suite de la fermeture des frontières (Futuribles, 2020 ; MCKIBBIN et FERNANDO, 2020). Parallèlement, une crise bancaire est évitée, les crédits continuent de circuler et la formation de capital ne connaît pas une perturbation importante. La croissance finit ainsi par rebondir et les emplois sont préservés (CARLSSON-SZLEZAK, REEVES et SWATZ, 2020). Par ailleurs, (AJILI, 2020) avance dans son analyse que cette crise, bien qu'exceptionnelle, finit par passer et que le retour à l'économie de marché devient possible s'il est accompagné d'ajustements permettant d'atténuer ses effets économiques et sociaux. Cet objectif peut être atteint si les Etats mobilisent tous les instruments de la politique économique. Or, toujours selon l'auteur, ce choix n'est pas réaliste pour trois raisons : d'abord, l'utilisation d'instruments de politique qui peuvent s'avérer contradictoires peut conduire à un échec ; ensuite, le « maintien artificiel en vie » de l'économie mondiale peut coûter très cher aux générations actuelles et futures ; enfin, les frais d'une telle situation ne seraient pas équitablement répartis car ce sont les économies et les couches sociales les plus vulnérables qui payeront de leurs conditions de vie, le coût de la récession.

1.2. Le plus pessimiste

L'absence de politiques coordonnées entre les pays fait que ces derniers connaissent des flux et des reflux variés de la pandémie. Cela les contraint à maintenir les frontières fermées, ce qui engendre la chute du commerce international et le ralentissement des activités économiques et sociales. Une crise financière voit le jour, la situation internationale est chaotique (Futuribles, 2020). Les pays ne retrouvent pas les niveaux de production initiaux et les taux de croissance connaissent une chute considérable. L'écart entre la trajectoire de croissance d'avant crise et celle d'après crise se creuse de plus en plus et les pertes de production sont colossales. Ce qui signifie que la crise provoque des dommages structurels au niveau de l'offre économique. Les

¹² Un partenariat entre les pays, les grandes entreprises et les organisations non gouvernementales.

facteurs de production sont sérieusement endommagés. La reprise est lente, le chômage augmente, la productivité est en baisse continue, le choc est structurel (CARLSSON-SZLEZAK, REEVES et SWATZ, 2020). Les niveaux d'endettement deviennent inquiétants particulièrement dans certains Etats où les taux de refinancement sont relevés. Ce qui engendre une réaction en chaîne semblable à celle de la crise de la zone euro de 2010. Les effets « boule de neige » de l'endettement public entraînent des cas de cessation de paiement et de restructuration de la dette des pays à niveau d'endettement excessivement élevé. Par conséquent, les bilans de ces derniers se détériorent limitant leur capacité de financements auprès du reste du système financier. L'on assiste à une crise bancaire (DEFRAIGNE, 2020).

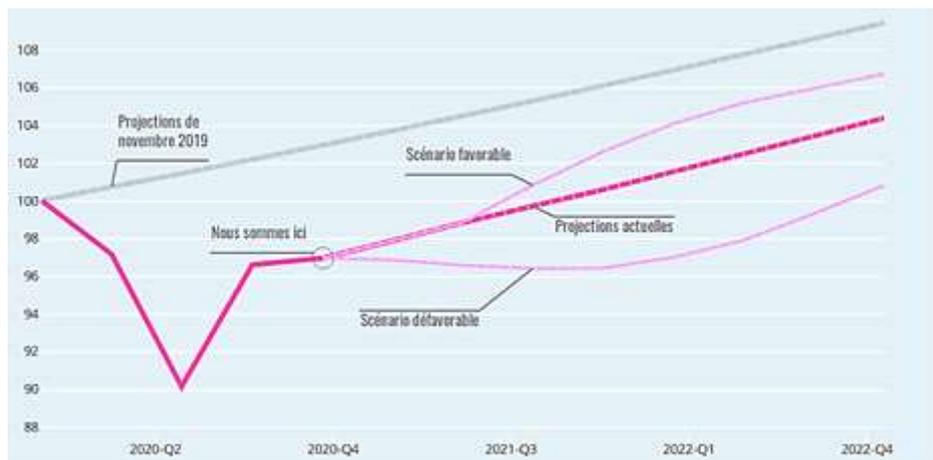
1.3. Le plus plausible

Selon (Futuribles, 2020), les pays émergents et ceux en développement sont beaucoup plus touchés par la pandémie. Pour ces pays, la crise sanitaire est plus grave et ne s'arrête qu'à l'été 2021 si assez de vaccins sont produits et distribués. Les pays développés s'en sortent mieux et maintiennent durablement la fermeture de leurs frontières, à part pour les échanges vitaux¹³. Les pays ne disposant pas d'une assiette fiscale suffisante pour financer l'avance des liquidités n'arrivent pas à contrer les effets du confinement (c'est le cas des pays en développement). Leur dépendance financière envers les marchés internationaux rend leur situation précaire (surtout si les taux augmentent) et leurs finances publiques subissent des pressions extrêmes. Sans soutien de l'étranger, ces pays risquent des hyperinflation causées par un recours massif à la planche à billet ou à la suspension par les Etats des subventions accordées à leurs citoyens et entreprises (DEFRAIGNE, 2020). La croissance mondiale chute brusquement et ne retrouve jamais son niveau d'avant crise. Les taux de croissance se rétablissent mais le gap entre la trajectoire d'avant crise et celle d'après reste important, ce qui représente un préjudice au niveau de l'offre économique et entraîne des pertes de production définitives. Cette situation est due à une profonde crise bancaire. A mesure que la récession dure, elle cause d'innombrables dégâts en termes d'emplois et de productivité (CARLSSON-SZLEZAK, REEVES et SWATZ, 2020). Pour sa part, l'OCDE avance que grâce aux campagnes de vaccination, à l'adoption de politiques sanitaires concertées et aux aides financières publiques, le PIB mondial augmente de 4.2 % en 2021 après avoir reculé de 4.2 % en 2020. Si les vaccins sont déployés plus

¹³ La réalité a montré que contrairement aux projections des experts, ce sont les pays développés qui sont le plus touchés (les Etats-Unis ont enregistré 400.000 morts jusqu'au moment de rédaction de cet article et les pays européens ont vécu plusieurs confinements et personne ne peut dire s'il y en aura d'autres ou pas).

rapidement, dopant la confiance et atténuant l'incertitude, la reprise est plus vigoureuse. À l'inverse, des retards dans la vaccination, des difficultés à contenir de nouvelles poussées épidémiques et une incapacité à tirer les leçons de la première vague assombrissent les perspectives. Le rebond est plus robuste dans les pays asiatiques qui parviennent à maîtriser le virus, mais même à la fin de 2021, de nombreuses économies ne retrouvent pas leurs niveaux pré-pandémiques de 2019 (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2020).

Figure 2 : PIB mondial selon les perspectives de l'OCDE



Source : OCDE 2020, Perspectives économiques de l'OCDE, Numéro 2

2. Scénarios au niveau régional

2.1. Le plus optimiste

Les analystes supposent pour ce scénario que la pandémie est maîtrisée rapidement grâce à la combinaison des tests et des traitements. En **Amérique du Nord**, la production annuelle se contracte de moins de 8% mais le rebond n'est pas suffisamment dynamique pour que la production reprenne son niveau d'avant crise d'ici la fin de 2021. De même, le taux de chômage reste élevé. Les soldes budgétaires se dégradent considérablement avant de se rétablir rapidement à la faveur de la diminution des rémunérations de soutien et du rétablissement des revenus (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2020). Pour **l'Europe**, la forte coordination entre les instances économiques et financières permet une reprise économique dès le premier semestre 2021. La Banque Centrale suit le modèle américain d'allocation directe mise à la disposition des ménages les plus pauvres¹⁴. Ceci permet un

¹⁴ Ce dispositif est mis en place depuis mars 2020.

financement monétaire transitoire direct des ménages et des entreprises, sans création de dette en contrepartie. L'inflation est limitée. L'Union Européenne sort renforcée de la crise (Futuribles, 2020). En **Afrique**, les scénarios sanitaires dépendent de plusieurs facteurs dont les particularités du contexte africain et les vulnérabilités qui peuvent entraîner des conséquences très différenciées. Cela dit, dans le cas le plus favorable, la croissance moyenne du PIB du continent pour 2020 perd 1,4 point de pourcentage, passant de 3,2 (en prévision initiale) à 1,8%. L'incidence sur la pauvreté et la création d'emplois est de -1,4% (Commission Economique pour l'Afrique, 2020).

2.2. Le plus pessimiste

La situation sanitaire mondiale est chaotique. Après une période de déconfinement, le virus finit par réapparaître durant l'automne 2020 et replonge **les pays européens** et de **l'Amérique du Nord** dans un confinement total. Il s'avère plus virulent que l'on ne le pensait. Les conséquences économiques sont désastreuses et les pertes incommensurables. Les signes de reprise économique paraissent incertains (CRAVEN, MYSORE et WILSON, 2020). **L'Union Européenne** éclate, la zone euro se défait y compris entre la France et l'Allemagne. Plusieurs Etats restent fermés aux déplacements et des mesures protectionnistes plus draconiennes sont mises en œuvre (Futuribles, 2020). En **Afrique**, la contraction de l'économie atteint -3,4 % en 2020¹⁵ (Banque africaine de développement 2020). Les économies du **Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA)** se retrouvent face à un double choc, résultant de la propagation du virus et de l'effondrement des prix du pétrole. Au moment où une récession mondiale se profile, une vague de mécontentement social touche la région MENA et pousse des manifestants dans la rue. Ce double choc a des effets négatifs sur les revenus et envenime les problèmes socioéconomiques existants (Banque Mondiale, 2020). Il a également des répercussions sur l'offre et la demande similaires à ceux de la pandémie de grippe espagnole de 1918 (CORREIA, LUCK et VERNER, 2020).

2.3. Le plus plausible

Les activités économiques et sociales reprennent graduellement grâce à une relative maîtrise de la situation sanitaire. La multiplication des tests, l'amélioration des traitements et la vaccination, permettent une sortie graduelle du confinement et une reprise progressive de l'économie en **Chine et en Asie de l'Est**. Quant à l'économie **de l'Amérique du Nord**, quoique

¹⁵ La COVID-19 pourrait entraîner des pertes de PIB sur 2020-2021 de l'ordre de 236,7 milliards d'USD (dans le cadre du scénario pessimiste) en valeur actuelle.

sérieusement touchée par la suspension ou l'arrêt des chaînes de production, elle repart peu à peu grâce à la généralisation des tests qui permettent d'isoler plus aisément les cas et de réduire les contaminations. Les chaînes de production asiatiques peinent quand même à reprendre le rythme d'avant crise, et l'Amérique du Nord est affaiblie à cause de la hausse du chômage liée aux faillites d'entreprises et aux licenciements (GRZESIAK, 2020; CRAVEN, MYSORE et WILSON, 2020). Pour l'Union Européenne, l'émission de bons permet de limiter les dégâts économiques mais l'Union est profondément affectée. Une politique commune de redressement basée sur la coopération, l'intervention et l'investissement est déployée, mais uniquement pour la zone euro (Futuribles, 2020). En Afrique, le PIB réel se contracte de 1,7 % en 2020, ce qui correspond à une baisse de la croissance du PIB de 5,6 points de pourcentage par rapport à la projection pré-COVID-19 de janvier 2020¹⁶(Banque africaine de développement 2020). Les incertitudes autour du virus et les mesures de lutte contre sa propagation entraînent une baisse de la demande de produits africains en raison d'un fort déclin des activités manufacturières mondiales, augmenté par une baisse de l'activité économique sur le continent. Les cours des matières premières chutent, les pertes d'emploi sont en hausse, les monnaies africaines se déprécient, 5 à 29 millions de personnes plongent dans une extrême pauvreté.

3. Scénarios au niveau national

3.1.Le plus optimiste

La courbe des cas cumulés ne suit plus une tendance exponentielle, la pandémie est neutralisée et la maladie éradiquée grâce à la multiplication des tests, la diminution des cas actifs et l'augmentation des cas de guérisons (Haut-Commissariat au Plan, 2020b). Les consommateurs ne changent pas pour autant leurs habitudes de consommation, par conséquent le choc provoqué est de courte durée. Par ailleurs, la balance des paiements bénéficie des économies réalisées sur les importations grâce aux baisses des prix des matières premières, principalement énergétiques. Les réserves de change continuent d'assurer plus de 5 mois d'importations de biens et services en 2020 et 2021 (Attijari Global Research, 2020; Banque Mondiale, 2020). Aussi, grâce à la vaccination, l'impact sur la croissance est relativement faible (-0,4 point), ce qui maintient la croissance pour 2021 aux alentours de 4,2% (Haut-Commissariat au Plan,

¹⁶ La COVID-19 pourrait entraîner des pertes de PIB sur 2020-2021 de l'ordre de 173,1 milliards d'USD (dans le cadre du scénario plausible) en valeur actuelle.

2021). Cette évolution reste incertaine non seulement au niveau local mais également mondial. L'économie marocaine dépend fortement de l'économie européenne et il est très probable qu'elle pâtisse d'une éventuelle récession de cette dernière. Aussi, la facture sera très élevée si le pays continue dans la voie de la fermeture de plusieurs activités économiques puisque la demande intérieure continuera dans sa baisse. En outre, la volatilité de ses activités pourrait affecter le bien-être des ménages, en particulier ceux dont les dépenses de consommation se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté (Banque Mondiale, 2020).

3.2.Le plus pessimiste

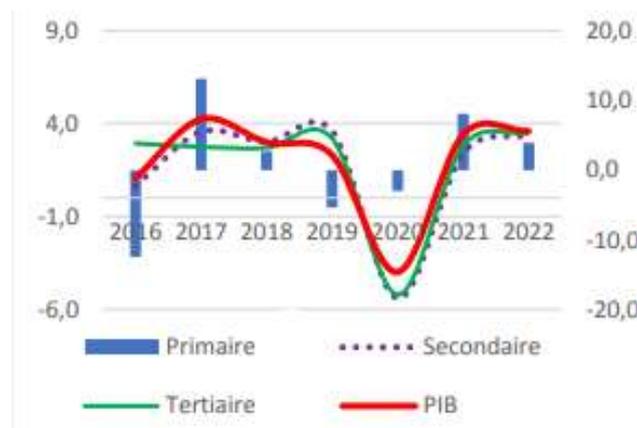
La pandémie est prolongée ce qui cause une prolongation de la récession. Ceci est dû à une continuité dans les cas d'infection durant le premier trimestre de 2021. Il en découle une crise aux conséquences structurelles profondes qui se matérialisent par de multiples faillites d'entreprises, de la contamination du système financier, de la hausse du chômage et de la difficulté de relancer la croissance économique. Le prolongement de la période d'urgence sanitaire ainsi que le retour d'un confinement généralisé (d'au moins 1 mois et demi) causent un choc sur l'offre. La production est arrêtée et les composantes essentielles des chaînes d'approvisionnement sont interrompues (Attijari Global Research, 2020). Une situation similaire à 2020 se reproduit, l'impact est de -5,1% sur la croissance et aboutit à une croissance négative estimée à -0,5% (Haut-Commissariat au Plan, 2021). Les seuls épargnés sont les réserves de change qui restent à des niveaux convenables grâce à la ligne de précaution et de liquidité (LPL) ainsi que le système bancaire ; et ce grâce à la forte capitalisation des banques et à la surveillance macro-prudentielle (Attijari Global Research, 2020).

3.3.Le plus plausible

Les nouvelles perspectives de croissance de l'économie mondiale cumulées à la période de confinement sanitaire font que le Maroc subit un effet domino sur toutes ses activités économiques. La pandémie ralentit le rythme de l'assainissement budgétaire. En outre, l'augmentation des dépenses sociales et économiques liées à la Covid-19 et la baisse des recettes fiscales engendrent un déficit budgétaire globale de 6,9% du PIB (Haut-Commissariat au Plan, 2020a; Haut-Commissariat au Plan, Système des Nations Unies au Maroc et Banque Mondiale 2020). Enfin, la vigilance et l'intensification des tests de dépistage du virus dans un premier temps, puis la vaccination massive dans un deuxième temps permettent quand même au Maroc de continuer dans la voie du déconfinement sous contrôle pour ne pas dévier de la

configuration des pays qui finissent par maîtriser l'impact de la pandémie¹⁷ (Haut-Commissariat au Plan, 2020b). Le taux de croissance se situe à 2,6% (Haut-Commissariat au Plan, 2021). Le fonds Covid-19 créé pour atténuer l'impact socioéconomique de la pandémie concourt à éviter la faillite d'un bon nombre d'entreprises et à sauver des emplois (Banque Mondiale, 2020).

Figure 3 : Récession de l'économie marocaine due à l'effet conjugué de la pandémie et de la sécheresse



Source : HCP, estimations temporaires de la Banque mondiale (2020)

V. Propositions de mesures d'endiguement des impacts socioéconomiques de la crise

Au vu des éléments traités ci-dessous, nous proposons un ensemble de mesures susceptibles d'accompagner la sortie de crise au Maroc. Nous les exposons ci-après, par objectif :

Premier objectif : Pour la mutualisation des savoirs de tous les acteurs économiques, l'instauration de nouveaux mécanismes de coordination des politiques économiques et enfin l'atteinte de la souveraineté économique.

- **Mesure 1 :** Rationaliser la dette publique en investissant dans les secteurs d'activités les plus créateurs d'emploi et de richesse ;
- **Mesure 2 :** Créer des emplois dans les secteurs d'activités les plus créateurs de valeurs ;

¹⁷ Au 15 Janvier 2021, le Maroc compte 12.800 cas par million d'habitants pour une moyenne mondiale de 12.000.

- **Mesure 3** : Ancrer une logique d'innovation et une compétitivité territoriale à travers la démultiplication des écosystèmes dans différents secteurs d'activités ;
- **Mesure 4** : Renforcer le climat entrepreneurial à travers l'intégration de la recherche scientifique tout en associant l'université à l'entreprise ;
- **Mesure 5** : Encourager la consommation « made in Morocco » ;
- **Mesure 6** : Mettre en place un système intégré d'intelligence économique capable de tirer des informations utiles et pertinentes de l'ensemble des données socio-économiques nationales afin d'appuyer la prise de décision et de contribuer à l'amélioration des politiques publiques. La gestion de l'information revêt une importance particulière en temps de crise dans la mesure où elle impacte tous les secteurs économiques et toutes les tranches sociales.
- **Mesure 7** : Doter le système d'intelligence économique des technologies nécessaires en matière de collecte, d'analyse et de sécurité de l'information afin d'éviter la compromission des intérêts des organisations et des citoyens.

Deuxième objectif : Pour des politiques monétaire et fiscale plus souples et incitatives au service des besoins sociaux, sociétaux et environnementaux.

- **Mesure 1** : Mettre en place des dispositifs d'incitation qui convergent vers le sauvetage des entreprises opérant dans les secteurs d'activités les plus touchés ;
- **Mesure 2** : Faciliter le recours aux prêts bancaires et diversifier les modes de financement à travers le crowdfunding et le capital-risque par exemple (surtout pour les très petites et moyennes entreprises) ;
- **Mesure 3** : Accorder des prêts sans intérêts aux entreprises en grande difficulté, principalement les entreprises touristiques et les encourager à relancer la roue du recrutement (essentiellement l'emploi pour les jeunes) en accordant une subvention salariale ;
- **Mesure 4** : Orienter la politique fiscale et monétaire vers la croissance et la création d'emploi ;
- **Mesure 5** : Soutenir les petits commerces par un financement direct afin de garantir la préservation des emplois ;

- **Mesure 6** : Accorder aux entreprises le report de paiement de l'impôt sur les sociétés sans appliquer de pénalité ;
- **Mesure 7** : Encourager les entreprises à embaucher du personnel à temps partiel pour permettre une meilleure couverture de la population active. Les entreprises doivent pour cela adapter leurs activités ;
- **Mesure 8** : Permettre aux organismes de financement agricole d'augmenter leur capacité de crédit aux agriculteurs et aux agro-entrepreneurs.
- **Mesure 9** : Réduire les importations de biens produits ou pouvant être produits au Maroc avec un coût et une qualité similaire ou proche afin de soutenir l'industrie et l'agriculture nationales. Ceci nécessitera une adaptation des chaînes de production pour répondre aux nouvelles exigences.

Troisième objectif : Pour un accompagnement adéquat de la transition sociale et sociétale.

- **Mesure 1** : Accélérer la réalisation du registre social unifié pour faciliter le ciblage des aides ;
- **Mesure 2** : Etablir une stratégie de formation continue et de renforcement des compétences pour faciliter la reconversion professionnelle en cas de crise ;
- **Mesure 3** : Généraliser la couverture médicale et les aides destinées aux classes pauvres et précaires ;
- **Mesure 4** : Renforcer le rôle et les compétences de la société civile dans l'enseignement, la formation professionnelle, la lutte contre la pauvreté et la précarité et l'accompagnement de la transition sociétale selon une approche participative associant les acteurs civils et publics.

Conclusion

En définitive, l'analyse des différents impacts de la crise pandémique causé par le nouveau Coronavirus et ce, depuis le début de l'année 2020, nous a permis en premier lieu de mettre en exergue les impacts économiques, sociaux et sociétaux et en second lieu d'examiner l'ensemble des scénarios émis par les différents experts à l'échelle internationale, régionale et nationale. De ce fait, nous avons constaté qu'un élan d'incertitude plane sur bon nombre d'institutions et d'économies de pays qui, face au désarroi, n'arrivent pas à suivre convenablement l'évolution de la crise. Ainsi, ces derniers se retrouvent face à une autre crise, celle de la détermination des priorités. Le Maroc, au regard de son engagement dans l'économie mondialisée, n'est pas à l'abri de cette effervescence qui semble s'éterniser. Aussi faut-il rappeler que la réactualisation du modèle de développement est de mise principalement dans ce contexte de crise. Instaurer un nouveau contrat social basé sur la valorisation du capital humain, investir intensément dans les secteurs vitaux du pays tels que l'éducation, la santé et la recherche scientifique, promouvoir la transition numérique de la société ou encore développer des approches efficaces et efficientes de la gestion des crises sont des solutions qui peuvent induire à l'émergence d'un modèle de développement maroco-marocain répondant aux vraies exigences de la société marocaine.

Bibliographie

Ouvrages

- BONIFACE, Pascal, « Les relations internationales de 1945 à nos jours : de Yalta au Covid-19 », Eyrolles, 6e éd, France, 2020.

Articles

- AEAVIDAN, Aradhana, et John GEDDIE. « Singapour : Contraction de l'économie de plus de 40% au deuxième trimestre - Infos Reuters », Article en ligne, https://www.usinenouvelle.com/article/singapour-contraction-de-l-economie-de-plus-de-40-au-deuxiemetrimestre.N9_85509. Consulté le 31 août 2020.
- AJILI, Wissem. « La crise économique et financière Covid-19 : quelques repères de réflexion », (Pre-Print), Avril 2020, pp. 1-8. Article en ligne, https://www.researchgate.net/publication/340769044_La_crise_economique_financiere_Covid-19_quelques_reperes_de_reflexion. Consulté le 26 septembre 2020.
- CARLSSON-SZLEZAK, Philipp, Martin REEVES, et Paul SWATZ, « Understanding the Economic Shock of Coronavirus », Harvard Business Review, mars 2020.
- CORREIA, Sergio, Stephan LUCK, et Emil VERNER, « Pandemics Depress the Economy Public Health Interventions Do Not: Evidence from the 1918 Flu », SSRN Electronic Journal, n° 49, avril 2020.
- CRAVEN, Matt, Mihir MYSORE, et Matthew WILSON, « COVID-19 briefing note », Perspectives, McKinsey & Company, Etats-Unis, mai 2020.
- DEFRAIGNE, Jean-Christophe, « L'impact géoéconomique du COVID-19 sur l'économie globalisée », Pre-Print, Mai 2020, pp. 1-26.
- Futuribles, « Covid-19 : esquisse de scénarios (2021-2022) », Futuribles, n° 3, 2020, pp. 82-86.
- GRZESIAK, Laurie, « Covid-19 : McKinsey propose des plans d'action pour les entreprises », Futuribles, Mars 2020.
- Hassan MANYANI, « Coronavirus l'impact économique et social sur le Maroc », article en ligne, www.challenge.ma/coronavirus-limpact-economique-et-social-sur-le-maroc-136079/ consulté le 06 juin 2020.
- KIM, Cynthia, et Joori ROH, « La Corée du Sud tombe en récession avec l'impact de la crise sanitaire - Reuters », article en ligne, <https://fr.reuters.com/article/businessNews/idFRKCN2400NL>, consulté le 31 août 2020.

-
- MCKIBBIN, Warwick J., et Roshen FERNANDO, « The Global Macroeconomic Impacts of COVID-19: Seven Scenarios », Centre for Applied Macroeconomic Analysis, No 19 Février 2020, pp. 1-45.
 - Said BRIBICH, « Quel impact économique et social du covid-19 sur le Maroc, article en ligne, www.lematain.ma/express/2020/quel-impact-economique-social-covid19Maroc/337351.html. Consulté le 4 juin 2020.

Rapports

- Attijari Global Research, « Maroc : Les scénarii économiques de l'impact de la pandémie Covid-19 », Research Report-Macroeconomy, Maroc, 2020.
- Banque africaine de développement, « Perspectives économiques en Afrique dans le contexte de la COVID-19 », Côte d'Ivoire, 2020,
- Banque Mondiale, « Importance de la transparence pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord », Bulletin d'information économique de la région MENA, 2020.
- Banque Mondiale, « Maroc : rapport de suivi de la situation économique », avril 2020.
- Banque Mondiale, « Rapport de la situation économique du Maroc », octobre 2020.
- Commission économique pour l'Afrique (CEA), « Le COVID-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie », Adis Abeba, 2020.
- Committee for the Coordination of Statistical Activities, « How COVID-19 Is Changing the World: A Statistical Perspective », volume II, New York, United Nations, 2020.
- Direction des Etudes et des Prévisions Financières, « Note de Conjoncture », Novembre 2020.
- Direction des Etudes et des Prévisions Financières, « Note de Conjoncture », Janvier 2021.
- Direction des Etudes et des Prévisions Financières. « Note de Conjoncture », Décembre 2020.
- Direction du Trésor et des Finances Extérieures, « Note de Conjoncture », 2020.
- Fonds Monétaire International, « Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale », Janvier 2021.
- Haut-Commissariat au Plan, « Approche de l'impact de la pandémie et des effets de son mode de gestion sur la croissance », 2021.
- Haut-Commissariat au Plan, « Approche par un benchmark de la situation de la pandémie Covid-19 au Maroc, un espoir réel d'une levée maîtrisée du confinement », 2020.

-
- Haut-Commissariat au Plan, « Comptes nationaux 2019 ».
 - Haut-Commissariat au Plan, « Note d'information du Haut-Commissariat au Plan relative à la situation du marché du travail au deuxième trimestre de 2020 ».
 - Haut-Commissariat au Plan, « Note d'information sur la situation économique nationale au premier trimestre 2020 ».
 - Haut-Commissariat au Plan, « Note de Conjoncture », n° 37, octobre 2020.
 - Haut-Commissariat au Plan, « Point de conjoncture du quatrième trimestre 2020 et perspectives pour le premier trimestre 2021 ».
 - Haut-Commissariat au Plan, « Prévisions révisées de la croissance économique nationale pour le premier et le deuxième trimestre 2020 ».
 - Haut-Commissariat au Plan, Système des Nations Unies, et Banque Mondiale, « Note stratégique », 2020.
 - Haut-Commissariat au Plan, Système des Nations Unies au Maroc, et Banque Mondiale, « Impact social et économique de la crise du Covid-19 au Maroc », note stratégique, Maroc, 2020.
 - Office des Changes, « Évolution des indicateurs des échanges extérieurs au titre de l'année 2020 sous l'effet de la crise sanitaire », 2020.
 - Office des Changes, « Indicateurs des échanges extérieurs », Juin 2020.
 - Organisation de coopération et de développement économiques, « Perspectives économiques de l'OCDE », n°1, France2020.
 - Organisation Internationale du Travail, « Observatoire de l'OIT : Le COVID-19 et le monde du travail. Deuxième édition Estimations actualisées et analyses », 2020.
 - United Nations Development Programme, United Nations Economic Commission for Africa, et World Bank, « Social and Economic Impact of COVID-19 Crisis on Morocco », 2020.